

Le « pacte de confiance » Hollande - Gattaz n'est ni amendable, ni négociable IL FAUT IMPOSER SON RETRAIT !

BULLETIN NPA DU SECTEUR AUTO DU PERCHE

30 JANVIER 2014

Le gouvernement PS-MEDEF, c'est maintenant !

Depuis que Hollande a détaillé son fameux « pacte de responsabilité », le patronat ne cache pas sa satisfaction.

D'ici 2017, 30 milliards d'€ de cotisations sociales versées chaque année par les employeurs des entreprises privées seront supprimées. Or, les cotisations sociales (qu'elles soient « salariales » ou « patronales ») sont la partie « socialisée » de notre salaire, c'est à dire « mise en commun » pour financer la Sécurité sociale solidaire. Ces 30 milliards, qui finançaient la « branche famille » de la Sécurité sociale, passeront ainsi de la poche des salariés à celle des patrons : du vol pur et simple, le hold-up du siècle !

De fait, le « pacte de confiance » prépare la casse de la Sécurité sociale, financée par les employeurs et le retour à une assistance minimum payée par les impôts (essentiellement des salariés) et complétée, pour ceux qui le pourront, par des assurances privées, comme aux USA ou en Grande-Bretagne. Ce que le patronat réclamait depuis des années !

Hollande câline les patrons... mais eux ne s'engagent à rien

Pour faire un écran de fumée devant l'énormité du hold-up, le MEDEF assure que la « création d'un million d'emplois » est « possible à condition qu'un certain nombre de choses bougent ». Mais le président du MEDEF précise qu'il ne promet rien afin d'éviter que « ce pacte se transforme en contraintes ». Et déjà, il en rajoute en réclamant 60 milliards de prélèvements en moins d'ici 2017, soit le double du cadeau de Hollande.

Mais qui peut croire encore à de telles sornettes ? Ça fait plus de 30 ans que les exonérations de cotisations sociales des entreprises augmentent pour atteindre le sommet de 27,6 milliards d'euros en 2012. Ce qui n'a pas empêché les licenciements et le chômage d'atteindre des chiffres records. La presse économique parle de 150 000 licenciements supplémentaires dans les mois qui viennent, pas de la création d'un million d'emplois !

C'est une toute autre politique qu'il faudrait : mettre fin aux exonérations de cotisations sociales, réduire le temps de travail, interdire les licenciements

En compensation, un plan d'austérité draconien

Ces 30 milliards de cadeaux aux patrons seront compensés par un plan sans précédent d'économies sur les dépenses publiques : « En 2014, nous allons réaliser 15 milliards d'économies. Entre 2015 et 2017, nous devons dégager au moins 50 milliards de plus » a déclaré Hollande. Ce sont évidemment les classes populaires qui paieront la note, avec une destruction sans précédent des services publics et une baisse massive des prestations sociales.



Refuser le piège mortel du « dialogue social », organiser la mobilisation

Autant de cadeaux aux patrons de la part de ce gouvernement devrait inciter toutes les organisations syndicales, qui parlent au nom du monde du travail, à organiser dès maintenant une mobilisation d'ampleur de tous les salariés et privés d'emploi de ce pays. Et en aucun cas, elles ne devraient accepter d'aller discuter autour d'une table avec les patrons et les ministres les « contreparties » à la liquidation de la Sécurité sociale.

Car il n'y a rien à négocier. Le coup du « dialogue social », on nous l'a déjà fait trop de fois. Le résultat, c'est la garantie d'une défaite sans combat, comme face à la contre-réforme des retraites ou aux accords pourris de compétitivité, machines de guerre contre le droit du travail. Il n'y a rien à discuter. Au contraire, il faut se préparer à l'indispensable épreuve de force contre ce gouvernement et le patronat.

La mobilisation unitaire de tous ceux – syndicats, associations et partis - qui veulent réellement s'opposer à cette offensive d'ampleur est la seule solution pour imposer le retrait du « pacte de confiance ».

A PAULSTRA A CHATEAUDUN : PAS D'AUGMENTATION, PAS DE PRODUCTION

Presque historique la grève de 24h de mardi à Paulstra, entreprise de 600 salariés du groupe Hutchinson. Un vrai ras le bol, après l'annonce de 0,5% à 0,7% d'augmentation, dont une partie à la tête du client, alors que le groupe vient de faire des bénéfices considérables, et la dénonciation par la direction de l'accord RTT. Du jamais vu depuis les trois jours de grève de 2007, les salariés de tous les ateliers de l'usine étaient majoritairement dehors, ouvriers et ETAM compris, et jamais moins de 150 personnes autour des palettes «chauffantes». Un sacré tour de chauffe pour préparer la mobilisation à venir, et si ça donnait des idées à d'autres dans la région ...

AU SECOURS DE L'EMPLOI OU DES LICENCIÉS ?

Lorsque PSA a décidé la fermeture de l'usine d'Aulnay (3 000 suppressions d'emplois), le gouvernement, gêné par les actions des grévistes, a fait mine de s'en préoccuper. Mais il n'a rien fait. Maintenant que l'usine est fermée, le gouvernement vole au secours de la famille Peugeot en mettant avec nos sous environ 750 millions d'euros dans le capital du groupe. Loin de s'opposer aux suppressions d'emploi dans les grandes entreprises, l'Etat les encourage. A ce prix là, il aurait largement pu trouver un emploi, et un emploi utile, aux milliers de salariés licenciés.

ILS ONT EU RAISON DE SE BATTRE

Les salariés de Goodyear d'Amiens-nord, en lutte depuis des années contre la fermeture de leur usine, ont finalement réussi à arracher le triplement des indemnités de départ initialement prévues. Malgré la combativité dont ils ont fait preuve, les 1170 salariés de Goodyear n'ont pu interdire les licenciements. Il aurait fallu pour cela que leur lutte s'étende aux autres entreprises touchées par les plans « sociaux ». Mais ils ont montré qu'ils avaient eu raison de relever la tête.

DIRE NON À LA RÉGRESSION DES DROITS DES FEMMES !

L'État espagnol est revenu sur la loi autorisant l'avortement. Cette attaque du gouvernement espagnol s'inscrit dans l'offensive européenne des opposants aux droits des femmes. Ce refus d'accepter le droit des femmes à disposer de leur corps, cette persistance à les considérer comme des sous citoyennes incapables de décider par elles-mêmes désigne l'enjeu : quelle société voulons-nous ? Si le droit à l'avortement est bien inscrit dans la loi française, la concrétisation du droit à travers des centres d'avortement nombreux, permettant un accueil et des soins de qualité, n'est toujours pas assurée de manière satisfaisante dans toutes les régions.

DASSAULT, CHAMPION DES PATRONS VOYOUS ASSISTÉS

L'État vient de signer un nouveau chèque de 1 milliard d'euros au milliardaire Dassault pour moderniser son avion de combat Rafale, invendable à l'étranger. C'est donc l'argent des contribuables qui engraisse le marchand d'armes pour compenser ses échecs commerciaux. Dassault venait pourtant de défrayer la chronique: protégé par son immunité de sénateur, il vient une nouvelle fois d'échapper à la justice avec la complicité de ses pairs, alors qu'il est accusé d'association de malfaiteurs et d'avoir acheté des votes à Corbeil-Essonnes.

NOTRE DAME DES LANDES : NE RIEN LACHER CONTRE L'AYRAUTPORT

Le projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes est à la fois inutile socialement, dévoreur de fonds publics, dévastateur écologiquement et destructeur de terres agricoles. Son seul but est de satisfaire les appétits de la multinationale Vinci et de quelques potentats locaux. Il illustre à lui seul toute la capacité de destruction du capitalisme. La mobilisation oppose un tout autre projet de société dont l'objectif est de répondre aux besoins sociaux et écologiques du plus grand nombre, et non aux appétits d'une minorité. Autour de Notre-Dame-des-Landes se construit un mouvement d'opposition de gauche radicale et concrète à la politique du gouvernement Hollande-Ayrault qui, sur le terrain écologique et social, n'a rien à envier à celle de ses prédécesseurs, malgré la présence de ministres EELV. Les formes de lutte rappellent à bien des égards celle des paysans du Larzac. On y voit les mêmes solidarités se développer et l'évidence que nos intérêts sont communs, qu'on soit ouvrier, paysan, infirmier, postier, artisan, routier... Une première victoire à Notre-Dame-des-Landes serait un bel encouragement pour l'ensemble du mouvement social, pour toutes celles et ceux qui pensent que nos vies valent plus que leurs profits.

Toutes et tous à NDDL le 22 février prochain !

MATRA DEVRA INDEMNISER 300 EX-SALARIÉS.

Le Conseil des Prud'hommes de Blois a condamné mardi 14 janvier Matra (groupe Lagardère) à indemniser, à hauteur de 18000 € plus de 300 anciens salariés de l'usine de Romanrentin (Loir et Cher) licenciés en 2003 « sans cause réelle ni sérieuse » ... On comprend qu'ils voudraient faire disparaître les Prud'Hommes !

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Avec tracts, actus, infos, le site est essentiel à l'échange d'informations sur l'actualité des luttes dans notre secteur

